	Communauté d'Agglomération de l'Étaminois Sud-Essonne Extrait du registre des décisions du Président DÉCISION DU PRÉSIDENT	CA-PDT- 2025- 227
---	--	----------------------------------

Signature d'un contrat de prestation de service avec l'entreprise Noeudelaine, pour un atelier découverte du tissage à la Médiathèque Diane-de-Poitiers.

Le Président de la Communauté d'Agglomération de l'Étaminois Sud-Essonne,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 5211-10 qui donne au Conseil communautaire la possibilité de déléguer au Président, pour la durée de son mandat, certaines attributions ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2024-PREF.DRCL/241 du 23 octobre 2024 portant modification des statuts de la Communauté d'Agglomération de l'Étaminois Sud-Essonne ;

VU la délibération du 30 septembre 2024 n° CA-DEL-2024-104 aux termes de laquelle le Conseil communautaire a arrêté la liste des délégations consenties au Président et au Bureau communautaire, afin de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants ;

CONSIDÉRANT les orientations de la CAESE en matière de politique culturelle ;

CONSIDÉRANT l'intérêt de proposer aux publics du territoire des actions culturelles pendant le temps des fêtes de fin d'année ;

CONSIDÉRANT que l'entreprise Noeudelaine propose un atelier découverte du tissage de qualité ;

DÉCIDE

ARTICLE 1 : De signer un contrat de prestation de service avec Madame Françoise Dumas, représentant l'entreprise Noeudelaine, domiciliée 22 rue de la Donnerie, 91680 BRUYERES LE CHATEL, pour un atelier découverte du tissage le samedi 13 décembre 2025 à la Médiathèque intercommunale Diane-de-Poitiers.

ARTICLE 2 : De verser à l'entreprise Noeudelaine, la somme forfaitaire de 194,40 euros (CENT QUATRE VINGT QUATORZE EUROS ET QUARANTE CENTIMES) net de taxes et tous frais inclus.

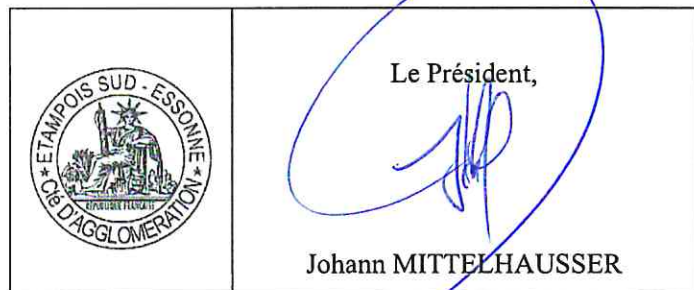
ARTICLE 3: La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Versailles ou d'un recours gracieux auprès de la CAESE, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi

prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet : www.telerecours.fr ;

ARTICLE 4 :Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera transmise à Monsieur le Sous-préfet, publiée au registre des actes administratifs et dont ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Comptable public responsable de la Trésorerie d'Étampes Collectivités.
- Direction des Moyens Généraux.
- Direction des médiathèques intercommunales.
- Madame Françoise Dumas.

Étampes, le 24 octobre 2025



Certifié exécutoire, compte tenu de la publication ou notification le :

CONTRAT DE PRESTATION DE SERVICE

Entre les soussignés,

Mathilde BARNAULT, Présidente
Association Cultureuil
1 rue Molière
91170 Limours
Mail : contact@cultureuil.fr
N°SIRET : 851 718 502 000
Code APE : 9499 Z
Ci-après dénommée « le Prestataire »,
D'une part,

Et

La Communauté d'Agglomération de l'Etampois Sud-Essonne,
dont le siège social est situé au 76 rue Saint-Jacques
91150 ETAMPES,
Représentée par Monsieur Johann MITTELHAUSSER, son Président.

N°SIRET : 200 017 846 00045
Code APE : 8411 Z

Ci-après désignée « L'organisateur »,
D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Toute correspondance doit être adressée à Monsieur le Président – Communauté d'Agglomération de l'Etampois Sud Essonne - 76 Rue Saint-Jacques - 91150 ETAMPES.

Dans le cadre des ateliers de fin d'année, la Médiathèque intercommunale Diane-de-Poitiers accueille l'association Cultureuil pour l'animation de deux ateliers créatifs.

Ceci exposé,
Il a été convenu ce qui suit :

Article premier - Objet

Le présent contrat est un contrat de prestation de service ayant pour objet la mission définie ci-dessous : Animation de deux ateliers créatifs « Lanterne » et « Guirlande » à la médiathèque Diane-de-Poitiers. Ces rencontres sont à destination des enfants de 6 à 12 ans.

Article 2 – Tarif et modalités de paiement

En contrepartie de la réalisation de la prestation définie à l'Article premier ci-dessus, l'organisateur versera au prestataire la somme de 720 euros TTC, soit SEPT CENT VINGT EUROS par mandat administratif, conformément aux règles de la comptabilité publique. Le prestataire devra avoir préalablement adressé un RIB et une facture établie au Président de la Communauté d'Agglomération de l'Etampois Sud Essonne.

Les frais engagés par le prestataire : déplacement, hébergement, repas et frais annexes, matériaux, etc., nécessaires à l'exécution de la prestation, seront à la charge du prestataire.

Les rémunérations, charges sociales et fiscales du personnel attaché à la prestation seront assurées par le prestataire.

Article 3 – Durée et lieu

Ce contrat de prestation de service est passé pour l'animation et la fourniture de deux ateliers créatifs d'environ 1h30.

Les dates fixées sont les suivantes :

- Mercredi 03 décembre 2025 de 10h à 11h30
- Samedi 06 décembre 2025 de 10h à 11h30

La prestation se déroulera à l'adresse suivante :

Médiathèque intercommunale Diane-de-Poitiers - 4, rue Sainte Croix 91150 Etampes.

Contact : Cyrielle TOURISSEAU
cyrielle.tourisseau@caese.fr

Article 4 - Exécution de la prestation

Le prestataire s'engage à mener à bien la tâche précisée à l'Article 1, conformément aux règles de l'art et de la meilleure manière. A cet effet, il constituera l'équipe nécessaire à la réalisation de la mission.

Article 5 - Assurance

Le prestataire de services s'engage à être en règle en termes d'assurances que ce soit au niveau du personnel, du matériel ou de responsabilité civile. Le prestataire s'engage à être en règle en termes de mise en conformité du matériel utilisé.

Article 6 - Obligation de confidentialité

Le prestataire considérera comme strictement confidentiel, et s'interdit de divulguer, toute information, document, donnée ou concept, dont il pourra avoir connaissance à l'occasion du présent contrat. Pour l'application de la présente clause, le prestataire répond de ses salariés comme de lui-même. Le prestataire, toutefois, ne saurait être tenu pour responsable d'aucune divulgation si les éléments divulgués étaient dans le domaine public à la date de la divulgation, ou s'il en avait déjà connaissance antérieurement à la date de signature du présent contrat, ou s'il les obtenait de tiers par des moyens légitimes.

Article 7 - Résiliation. Sanction

Tout manquement de l'une ou l'autre des parties aux obligations qu'elle a en charge, entraînera, si bon semble au créancier de l'obligation inexécutée, la résiliation de plein droit au présent contrat, quinze jours après mise en demeure d'exécuter par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée sans effet, sans préjudice de tous dommages et intérêts.

Article 8 - Force majeure

On entend par force majeure des événements de guerre déclarés ou non déclarés, de grève générale de travail, de maladies épidémiques, de mise en quarantaine, d'incendie, de crues exceptionnelles, d'accidents ou

d'autres événements indépendants de la volonté des deux parties. Aucune des deux parties ne sera tenue responsable du retard constaté en raison des événements de force majeure.

En cas de force majeure, constatée par l'une des parties, celle-ci doit en informer l'autre partie par écrit dans les meilleurs délais. L'autre partie disposera de dix jours pour la constater.

Les délais prévus pour la livraison seront automatiquement décalés en fonction de la durée de la force majeure.

Article 9– Clause particulière d'annulation liée au CORONAVIRUS COVID-19

Dans le cadre de la propagation du CORONAVIRUS Covid-19, l'Organisateur apporte, des précisions concernant les annulations de dates de représentations et d'animations intervenant dans ce contexte. Quel que soit le motif lié à l'impossibilité d'assurer une ou plusieurs représentations, c'est-à-dire que l'annulation survienne pour cause de maladie parmi les intervenants ou de la structure d'accueil, ou bien du fait d'une décision préfectorale de fermeture :

L'Organisateur et le Prestataire examineront en premier lieu la possibilité de reporter la conférence sur la saison en cours, ou de la dérouler à distance si la situation sanitaire l'exige (en visio conférence par exemple), ceci afin que ni le Prestataire ni l'Organisateur ne se retrouvent en péril financièrement.

Article 10 - Compétence

Toutes contestations qui découlent du présent contrat ou qui s'y rapportent seront tranchées définitivement devant le tribunal administratif de Versailles.

Fait à Etampes, le 22/10/2025

Le Prestataire
La Présidente de l'association Cultureuil
Madame Mathilde BARNAULT



L'organisateur
Le Président de la CAESE
Monsieur Johann MITTELHAUSSER

